

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/IT/13
10 juillet 2000

(00-2808)

**Comité des participants sur l'expansion du commerce
des produits des technologies de l'information**

Original: anglais

PROPOSITION DE L'AUSTRALIE CONCERNANT UN PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX MESURES NON TARIFAIRES

Le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information,

RAPPELANT que les Ministres ont reconnu l'importance des mesures non tarifaires et leur incidence sur le commerce des produits des technologies de l'information lorsqu'ils sont convenus de la nécessité de débattre de cette question (paragraphe 3 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, Singapour, décembre 1996),

NOTANT que la libéralisation du commerce des produits des technologies de l'information peut aider les participants à profiter des avantages du commerce électronique et de l'économie de l'information, qui contribuent directement à l'amélioration de la compétitivité et du développement économique,

NOTANT qu'au 1^{er} janvier 2000 les droits de douane frappant les produits visés par l'Accord sur la libéralisation du commerce des produits des technologies de l'information (ATI I) ont été supprimés et que des accords visant à une plus grande libéralisation tarifaire sont à l'examen,

RECONNAISSANT que, parallèlement à la libéralisation tarifaire, il est nécessaire d'identifier les obstacles non tarifaires à l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information et d'examiner comment ces obstacles pourraient être éliminés,

DÉSIREUX de compléter les travaux menés par les organes de l'OMC au titre d'autres accords, tels que l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce,

TENANT COMPTE de la conclusion d'un accord sur les télécommunications de base et de la poursuite des négociations au titre de l'Accord général de l'OMC sur le commerce des services,

SE FÉLICITANT des travaux relatifs aux mesures non tarifaires déjà accomplis par le Comité sur la base des bilans de l'expérience nationale présentés par les participants,

CONVIENT de mettre en œuvre un programme de travail relatif aux mesures non tarifaires portant, entre autres, sur les normes et la conformité, y compris des dispositions en vue:

- d'identifier les mesures non tarifaires qui constituent un obstacle important au commerce des produits des technologies de l'information;
- d'examiner l'incidence de ces mesures sur le commerce des produits des technologies de l'information du point de vue de l'économie et du développement et les avantages que les participants pourraient retirer en remédiant à leurs effets injustifiés de distorsion des échanges;

- de formuler des conclusions et des recommandations concernant les mesures qui devraient être prises par le Comité ou qui devraient être renvoyées à d'autres organes de l'OMC ou à des organismes intergouvernementaux ou sectoriels compétents.

À cette fin, le Comité établira des groupes de travail qui devront faire appel, le cas échéant, aux compétences d'organismes sectoriels ou de réglementation des organes concernés de l'OMC et d'autres organismes internationaux. Les groupes de travail devront tenir dûment compte de l'élargissement éventuel, dans l'avenir, de la liste des produits visés, comme le prévoit le paragraphe 3 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information. Le Comité se réunira au plus tard en juillet 2001 pour examiner les conclusions et recommandations des groupes de travail.

Les participants n'adopteront aucune mesure réglementaire qui restreindrait indûment les échanges de manière incompatible avec les objectifs du programme de travail.

Programme de travail relatif aux mesures non tarifaires: modules d'activités proposés

Domaine d'activité	Questions	Activités
Normes	Divergences entre les normes nationales	<ul style="list-style-type: none"> • examiner les mesures prises aux niveaux international, régional et bilatéral qui ont permis de progresser • examiner l'évolution de la situation dans les organismes internationaux de normalisation, en identifiant les obstacles au bon déroulement de leurs travaux et en proposant des liens ou des mécanismes de coopération appropriés • étudier les facteurs qui empêchent les pays de participer aux délibérations des organismes internationaux de normalisation
Conformité	<p>Multiplicité des procédures d'essai et de certification</p> <p>Licences d'importation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • étudier l'intérêt et la faisabilité de la présentation et de la publication d'informations précises, détaillées et accessibles, sur les réglementations qui faciliteraient le commerce des produits des technologies de l'information et serviraient de base à l'examen d'autres solutions mutuellement avantageuses • examiner les principes en matière de pratique réglementaire qui permettent à la fois de garantir l'intégrité des mesures de protection légitimes et de maximiser les avantages découlant de la facilitation accrue des échanges pour tous les pays participants • examiner l'application de l'évaluation des risques par les autorités de réglementation aux fins de l'établissement de prescriptions en matière d'évaluation de la conformité (en tenant compte des travaux d'organisations telles que la Coopération internationale pour l'agrément des laboratoires d'essai et le Forum international d'accréditation (ILAC/IAF) et de la CEI) • examiner les objectifs et la portée des régimes de licences d'importation applicables aux produits des technologies de l'information • étudier le rapport coût/efficacité et les avantages techniques de mécanismes tels que les accords de reconnaissance mutuelle (ARM), les déclarations de conformité des fournisseurs et la reconnaissance unilatérale des procédures d'évaluation de la conformité d'autres pays • examiner les mécanismes de reconnaissance unilatérale par un pays de l'équivalence des normes d'autres pays • étudier la possibilité d'améliorer la transparence et la clarté des régimes de licences d'importation actuellement applicables aux produits des technologies de l'information et analyser les avantages découlant de la diminution des charges administratives et des coûts liés au respect des procédures de licences d'importation (par exemple, nombre d'organismes d'homologation)

Il est envisagé d'établir un groupe de travail pour chaque module d'activités. Les groupes de travail examineront les bilans de l'expérience nationale présentés par les participants et s'entraideront en échangeant des informations de façon continue.

Programme de travail de l'ATI relatif aux mesures non tarifaires: calendrier

Comité des participants	Groupes de travail
<p>ATI 2000/2 – Juin</p> <p>Les participants à l'ATI examinent le programme de travail proposé en identifiant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les paramètres du programme de travail - rapports avec l'OTC et les négociations sur les services • les modules d'activités • les mécanismes de travail • le calendrier d'exécution du programme de travail <p>Juillet-septembre</p> <p>Les participants à l'ATI font parvenir au Secrétariat, avant la mi-septembre, des observations écrites sur les propositions.</p> <p>ATI 2000/3 – Septembre-octobre</p> <p>Le Comité adopte le programme de travail.</p> <p>Mise en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les questions pertinentes dans les différents modules d'activités sont clairement identifiées. • Les groupes de travail sont établis – Les présidents et les membres sont désignés. • Le Secrétariat fournit une assistance. <p>ATI 2000/4 – Décembre</p> <p>Les présidents des groupes de travail présentent des rapports intérimaires.</p> <p>ATI 2000/1 – Février-mars 2001</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les participants donnent leur avis sur les rapports intérimaires. • Les groupes de travail font une mise à jour. <p>ATI 2001/2 - Juin-juillet 2001</p> <p>Examen des conclusions et recommandations des groupes de travail</p>	<p>Octobre-novembre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les groupes de travail sont convoqués par les présidents. • Des représentants du secteur (choisis dans un échantillon représentatif de membres de l'ATI) et d'organismes internationaux compétents sont invités, le cas échéant, à apporter leur concours aux groupes de travail. • L'établissement de plans de travail se poursuit jusqu'en avril. <p>Mai 2001</p> <p>Les présidents présentent au Secrétariat les conclusions et recommandations des groupes de travail.</p> <p>Le Secrétariat distribue les documents aux Membres hors session (quatre à six semaines avant la réunion suivante de l'ATI).</p>